

TROISIÈME JOUR DU PROCÈS DE L'AFFAIRE DU DÉTOURNEMENT

DE 3 200 MILLIARDS DE LA BNA

L'accusation et la défense se neutralisent

*Le procès de l'affaire de détournement de 3 200 milliards de centimes de la BNA est loin de livrer tous ses secrets. Trois jours après, les zones d'ombre persistent toujours et rien n'indique, pour le moment, que le tribunal criminel va situer les responsabilités de ce scandale. Accusation et défense se neutralise. Aucune des deux parties n'a réussi à basculer la tendance en sa faveur. Des pions sont avancés ici et là. Mais personne n'a réussi à mater l'autre.*

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Jeudi dernier, troisième jour du procès, les robes noires évoquent un «complot monté de toutes pièces» contre Achour Abderrahmane. Par qui ? La question demeure entière. Cependant, on a annoncé haut et fort : «La banque «était déjà victime d'un trou de 4000 milliards de centimes datant des années 90, qu'on veut Mourad Chikhi, l'ex-P-aujourd'hui endosser au principal accusé.»

Le représentant du ministère public est quant à lui catégorique : «La catastrophe n'est pas le fruit du hasard. La complicité est à la fois interne et externe à la banque.» L'avocat général ne l'a pas prononcé ouvertement. Mais à travers les questions posées aux prévenus, il trace d'ores et déjà les contours de son réquisitoire.

du par le tribunal criminel. Selon l'arrêt de renvoi, le mis en cause est poursuivi pour deux chefs d'inculpation. La chambre d'accusation a retenu contre lui, notamment, «l'organisation et de la formation d'une organisation criminelle».

Un chef d'inculpation établi le 22 janvier 2007, soit au lendemain de la conclusion de l'expertise. Toutefois, à la différence des principaux prévenus, l'ex-patron de la BNA tombe sous le coup des articles du code pénal relevant du domaine de la correctionnelle.

**«Vous n'avez pas joué votre rôle de P-dg»**  
En ce troisième jour, Mourad Chikhi, âgé de 56 ans, a constitué la principale «attraction» de ce procès. Succédant à Kaci Moussa à la tête de la BNA de 2001 à 2005 et gérant 6 500 employés, il déclare au juge Belkharchi : «Au lendemain de ma prise de fonction à la tête de la banque, j'ai pris toutes les dispositions et mesures pour renforcer le contrôle interne.»

«J'ai entamé des campagnes de sensibilisation au sein de l'entreprise et j'ai pris d'importantes mesures de contrôle pour mettre de l'ordre au sein de la banque. Je travaillais douze heures par jour, le samedi y compris», explique-t-il.

Point convaincus des propos du prévenu, le président du tribunal criminel et le représentant du ministère public lui reprochent de ne pas avoir veillé au bon contrôle interne de la banque : «Si toutes les normes de

contrôles internes ont été respectées, on ne serait jamais arrivé à cette catastrophe. L'argent dilapidé est celui de la banque, celui du peuple». L'ex- P-dg de la BNA est acculé. A plusieurs reprises, il marque des temps d'arrêt. Le juge lui propose de prendre un verre d'eau. La défense réagit : «Laissez le prévenu s'exprimer librement, M. le juge. Depuis tout à l'heure, vous ne cessez pas de le couper, ce qui l'empêche de donner son point de vue sur cette affaire.» Cafouillage. Belkharchi s'énervé. Il fixe droit dans les yeux l'avocat. Il cède... Il demande à Chikhi de poursuivre son témoignage.

**Les exercices de 2003 et 2004 n'ont pas été certifiés**

L'accusation maintient le cap de la «voie» tracée par le président du tribunal. «M. chikhi, vous saviez que Achour avait des problèmes avec votre banque ?» lui demande M. Belhadj. Il hésite, puis, il répond : «Non M. le procureur.» Le représentant du ministère public revient à la charge. «Vous avez saisi des biens de Achour, au lendemain de l'éclatement du scandale, mais vous continuez à lui ouvrir des comptes ? Au total treize comptes ont été ouverts à son profit. Pourquoi la direction du contentieux n'a pas informé les différentes agences sur cette affaire ?» lui demande l'avocat général.

L'audition de Mourad Chikhi a duré près de deux heures. Il est midi dix minutes. Le président

du tribunal poursuit les débats et invite les avocats de la défense à poser leurs questions. M<sup>e</sup> Laced Ouali, assurant la défense de Achour Abderrahmane, est le premier à intervenir. Il soulève deux questions qui ont permis aux avocats de la défense de rebondir.

A ce titre, Il demande à l'ex- P-dg de la BNA si que le commissaire aux comptes a validé les exercices des années 2003 et 2004. Pourquoi la banque a mis sous scellés des chèques au lendemain de l'éclatement d'un scandale qui a causé à la banque un préjudice de 1500 milliards de centimes.» M. Chikhi ne répond pas. Le président du tribunal saisit l'occasion et invite le prévenu à rejoindre sa place.

Les avocats de la défense veulent reprendre l'initiative du débat. Pour M<sup>e</sup> Chaïb, «il s'agit d'un procès en criminelle et contrairement à la correctionnelle, seule ultime conviction des membres du jury est à même de trancher dans cette affaire».

**Achour pense aux résultats du bac**

L'autre fait marquant de ce troisième jour du procès est le passage à la barre des trois commissaires aux comptes. Interpellé par le président du tribunal sur son rôle au sein de la banque entre 2003 et 2005, Abed Abdelmadjid s'est limité à des généralités.

Selon lui, «les agences de Bouzaréah, de Koléa et de Cherchell n'ont pas été inspectées» et sa sortie sur le terrain s'est limi-

tée à la seule direction régionale d'El-Biar. «Donc, vous n'avez rien fait ?», lui demande le juge.

Et d'ajouter : «Vous n'avez rien constaté dans les comptes ?» Le représentant du ministère public s'est demandé, pour sa part, «comment l'expertise faite par vos soins en 2004 n'a pas abouti à cette situation. Tout cela est voulu, d'où votre choix pour accomplir cette mission».

Le second commissaire aux comptes, Boukart Larbi, n' pas été par trente-six chemins pour dire au tribunal criminel que «ce scandale est la conséquence du système d'information mis en place par la BNA , ajoutez à cela le manque de formation du personnel et l'inexistence de procédure (management de la qualité)». Le témoignage de cet expert était d'un apport capital pour les juges. Maîtrisant parfaitement son sujet et usant d'arguments solides, il explique le fonctionnement de la banque, les différentes étapes d'une expertise et les cas concernés par une telle opération.

Il est 16h 30 mn. Le président du tribunal suspend la séance pour une quinzaine de minutes. Achour Abderrahmane saisit cette occasion pour demander à son avocat «à quand les résultats du baccalauréat». Le milliardaire de Koléa promet à son entourage de décrocher le baccalauréat avec 15 de moyenne, après l'avoir obtenu l'an dernier avec 11,50.

A. B.

MUSTAPHA BOUDINA

AU FORUM EL MOUDJAHID

Plaidoyer pour les anciens condamnés à mort

«Nous revendiquons toujours le statut de cadre de la nation pour les anciens condamnés à mort durant la guerre de la Libération nationale.» Cette déclaration de Mustapha Boudina dénote, se veut un appel à la reconnaissance de la nation. Le président de l'Association nationale des anciens condamnés à mort, qui s'exprimait jeudi, au Forum d'El-Moudjahid, estime que cette distinction serait «le meilleur hommage» que l'Etat puisse rendre aux «rescapés de la guillotine» durant la période coloniale.

Le sénateur ajoute que ces compagnons de lutte méritent cette distinction. «Toujours prêts à servir leur pays, 80 % des anciens condamnés à mort encore en vie ont repris les armes pour défendre l'Algérie et combattre le terrorisme», souligne-t-il.

Par ailleurs, Mustapha Boudina a réitéré la volonté des anciens condamnés à mort, qu'il appelle «les martyrs vivants», de contribuer à l'écriture de l'Histoire de l'Algérie. Les quelques livres écrits par des condamnés à mort n'ont bénéficié d'aucun soutien, ni de promotion, regrette le président de l'association. «Où sont passés les enregistrements, les récits et les témoignages des survivants des couloirs de la mort des prisons françaises», ajoute-t-il, pour mettre en avant le peu d'ouvrages algériens évoquant cette partie de notre histoire contemporaine.

Alors que les écrits des «acteurs français», tels que l'exécuteur Meissonnier, ou encore le général Aussaresses, «essayent de nous fourguer leur repentance».

Mustapha Boudina est ulcéré de voir «Meissonnier raconter, avec arrogance et plaisir, comment Ahmed Zabana et d'autres Algériens ont été passés sous la guillotine». «Un bourreau est, par définition, une personne insensible. Monsieur d'Alger et son fils ont procédé à toutes les exécutions à cette époque. Ils ne connaissaient qu'une seule chose : exécuter pour gagner de l'argent», affirme Boudina.

Et, d'ajouter, que les bourreaux étaient très bien payés et qu'il y avait une forte concurrence entre eux pour arracher le «statut» d'exécuteur. Boudina évoque, ainsi, les deux catégories de débat qui parviennent aux Algériens via les livres des «tortionnaires français». «Il y a ceux qui regrettent leurs crimes et ceux qui ne les regrettent pas. Pour notre part, nous refusons le débat avec les deux catégories car ceux qui font mine de regretter ne cherchent, en réalité, qu'à nous faire acheter leur repentance», souligne le président de l'Organisation des anciens condamnés à mort, qui exige de la France de « nous demander pardon pour tous les crimes commis en Algérie». La France elle-même, rappelle-t-il, «l'a exigé des Allemands pour les crimes commis contre les Français et les Juifs». Enfin, Mustapha Boudina se désole de voir les anciennes appellations des rues et boulevards (comme Cavaignac, Clauzel,...) toujours utilisées par les gens, notamment les plus jeunes.

Rym Nasri

LIBÉRATION DES ALGÉRIENS DÉTENUS EN LIBYE

Belaïz optimiste

*Le ministre de la Justice et garde des Sceaux a fait part, jeudi, de son optimisme dans l'affaire des Algériens incarcérés en Libye. Selon Tayeb Belaïz, les déclarations de Seïf El Islam El Khadafi laissent penser que l'on s'achemine vers une solution.*

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - Interpellé sur le cas des Algériens détenus en Libye, le ministre de la Justice a exprimé un certain optimisme quant au règlement de ce dossier. Pour cela, Tayeb Belaïz se base sur les dernières déclarations du fils du dirigeant libyen à l'occasion de sa récente visite en Algérie. «Lors de la visite du fils du dirigeant libyen,

j'ai eu à attendre des messages très optimistes. Nous espérons que les deux parties parviennent à trouver une solution pour libérer tous les Algériens emprisonnés en Libye», a indiqué, jeudi, le ministre de la Justice, garde des Sceaux, en marge d'une séance plénière du Conseil de la nation. Selon Tayeb Belaïz, il y aurait actuellement au

total 57 Algériens dans les prisons de ce pays. «Ce dossier est géré par le ministère des Affaires étrangères. Il est suivi avec attention. Sous toutes réserves, il y a 57 Algériens incarcérés actuellement dans les prisons libyennes. Toujours sous toutes réserves, 30 d'entre eux ont été condamnés à de lourdes peines, soit la peine capitale ou la prison à perpétuité. Selon les données en notre possession, certains parmi les condamnés à de lourdes peines ont été reconnus coupables de graves crimes, notam-

ment le trafic de stupéfiants pour la majorité d'entre eux».

Le ministre a également indiqué que plusieurs détenus des deux nationalités ont été graciés. «L'Etat libyen frère a gracié en 2008 vingt-trois Algériens puis dix-sept autres au début de l'année 2009. Pour ce qui est de l'Algérie, en 2008, le président de la République a gracié les 9 Libyens détenus dans nos prisons. Actuellement, il ne reste plus aucun Libyen incarcéré en Algérie», a insisté Tayeb Belaïz.

T. H.